



Monsieur Justin Trudeau
Premier Ministre
Canada

Bonsecours, le 8 mai 2020

Monsieur le Premier Ministre,

Certains journaux ont indiqué que votre gouvernement souhaitait des projets prêts à démarrer pour le plan de relance post-COVID. Une cinquantaine d'universitaires du réseau *Dialogues pour un Canada vert* s'est donc penchée sur la question. Nous proposons ici quelques principes clés afin de guider des investissements qui assureront la pérennité de notre économie tout en prévenant les catastrophes climatiques. De tels investissements devraient allier création d'emplois et infrastructures vertes. Ils devraient inclure le financement des immobilisations initiales et des opérations à long terme. La COVID a révélé combien les inégalités sociales menacent la résilience du Canada. Ainsi, les investissements devraient être guidés par des principes d'équité, de diversité et d'inclusion et être conformes aux droits des peuples autochtones. Enfin, pour soutenir une approche qui s'appuie sur des faits, des projets pilotes, le recours à l'expérimentation, à des tests et des évaluations rigoureux devraient être intégrés à tous les investissements majeurs post-COVID.

Les mesures adoptées pour lutter contre le coronavirus ouvrent de nouvelles avenues d'investissement au service d'objectifs sanitaires et environnementaux. Transporter des personnes et des biens représente l'une des sources les plus importantes d'émissions de gaz à effet de serre au Canada. **Repenser les systèmes de livraison** est la suite logique de l'explosion de la livraison à domicile. Les flottes de livraison de petits camions sont bien adaptées à l'électrification; la consolidation des livraisons, la coordination de la logistique, l'amélioration des taux de remplissage des camions et l'offre d'horaires de livraison flexibles pourraient contribuer à réduire la dépendance aux voitures. Certaines villes ont élargi les trottoirs et converti certaines rues en rues piétonnes pour faciliter la distanciation sociale. La reprise est donc le moment idéal pour **financer des rues et des routes** comportant de larges trottoirs, des infrastructures vertes et des pistes cyclables. Cela favorisera le transport actif dans les régions urbaines, périurbaines et rurales du Canada où de telles infrastructures sont largement absentes. De plus, garantir un **accès universel à Internet haut débit** s'avère également une nécessité dans un monde où le travail à domicile est incontournable.

Au nombre des programmes fédéraux existants qui pourraient être rapidement être mis à profit, pensons par exemple au programme *Optique des changements climatiques* d'Infrastructure Canada et la *Stratégie nationale sur le logement*. Voici d'autres exemples d'investissement « coups sûrs »:

Du financement est nécessaire pour accélérer la **transition vers une énergie renouvelable et à**



faible émission de carbone. Il faut également repenser la gouvernance de l'énergie en fonction afin de permettre la production d'énergie par les citoyens utilisateurs. Les investissements peuvent aider à surmonter les obstacles liés au capital initial et à rendre les systèmes énergétiques plus flexibles, tout en diversifiant nos sources d'énergie. De tels investissements devront respecter le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones et la gouvernance de leurs territoires.

L'investissement dans les infrastructures vertes offre une nouvelle façon de protéger les bassins versants et les zones côtières contre les inondations de même que les communautés contre les vagues de chaleur. On pense à des réseaux de technologies vertes, d'espaces et de systèmes naturels, des zones humides aux boisés en passant par les zones de conservation, qui sont connectés, multifonctionnels et fournissent de multiples services écosystémiques.

Un programme national de rénovation énergétique des bâtiments réduira la demande d'énergie et les coûts pour les propriétaires et les locataires. Le travail à domicile devenant la nouvelle norme, ces améliorations pourraient améliorer le confort et réduire la pauvreté associée au coût de l'énergie ainsi que le coût de la vie. Étant donné que les nouvelles constructions se feront plus rares, et que certains bâtiments publics seront fermés, le potentiel de création d'emplois via des rénovations énergétiques ambitieuses est considérable. Ces investissements peuvent remédier à la crise du logement des peuples autochtones dans les réserves et hors réserve.

Une formation continue environnementalo-consciente dans le secteur de la construction devrait être un élément clé des investissements de relance du Canada sur le chemin d'une économie sobre en carbone. Une construction de haute qualité et à faible émission de carbone nécessite une culture de travail qui met l'accent sur la réduction de la consommation d'énergie. Des investissements majeurs dans le développement de nouvelles compétences liées au climat sont une occasion rêvée pour accroître l'équité, la diversité et l'inclusion dans la main-d'œuvre, tout en promouvant des pratiques et des technologies plus vertes. Si la littératie environnementale devient partie intégrante de la formation des travailleurs, l'industrie devra suivre pour s'assurer que les travailleurs nouvellement formés puissent trouver les emplois de bonne qualité et avoir la capacité de contribuer efficacement aux objectifs climatiques du Canada. Un curriculum inclusif devrait tenir compte de l'exclusion des femmes et ouvrir la voie pour profiter des importantes contributions que les travailleuses et travailleurs autochtones peuvent apporter à la nouvelle économie verte.

Protéger le Canada contre les catastrophes comme les changements climatiques, c'est aussi renforcer sa résilience. Nous devons comprendre comment les chocs comme la COVID se propagent, ainsi que les conséquences de nos réponses. Par exemple, si le travail à domicile persiste, nous devons mesurer les conséquences du travail à distance sur l'aménagement immobilier urbain et rural, l'industrie de la construction, les systèmes de transport, le transport et la livraison des aliments, les bars et les restaurants, etc. Les universitaires des *Dialogues pour un*



Canada vert offrent donc d'apporter à l'équipe d'intervention post-COVID du Canada leur connaissance des systèmes complexes et des leviers qui pourraient permettre un changement positif, ainsi que leurs réflexions au sujet des stratégies et des approches qui améliorent la santé et sont économiquement efficaces face aux imprévisibles perturbations climatiques.

La COVID-19 a montré que les Canadiens sont résilients, socialement conscients et prêts à tolérer un confinement à court terme pour le bien de la société à long terme. Avançons donc en innovant et en investissant afin de rendre notre société inclusive, juste, résiliente au climat et économiquement forte.

Signataires :

Catherine Potvin, Biologie, Université McGill
Adam Fenech, Environmental Studies, University of Prince Edward Island
Alison Kemper, School of Business Management, Ryerson University
André Potvin, École d'architecture, Université Laval
Andreas Heyland, Department of Integrative Biology, University of Guelph
Brendan Haley, Efficiency Canada Policy Director, Carleton University
Brent J. Sinclair, Department of Biology, Western University
Bruno Dyck, Asper School of Business - Bruno Dyck - University of Manitoba
Bryson Brown, Philosophy Department, University of Lethbridge
Cheryl Teelucksingh, Sociology Department, Ryerson University
Christian Messier, Département des sciences biologiques, Université du Québec à Montréal, et
Département des sciences naturelles en Outaouais
Christina E. Hoicka, Faculty of Environmental Studies, York University
Claude Villeneuve, Département des sciences fondamentales, Université du Québec à
Chicoutimi
Damon Matthews, Department of Geography, Concordia University
David Kahane, Department of Political Science, University of Alberta
Debra J. Davidson, Department of Resource Economics and Environmental Sociology,
University of Alberta
Dominique Paquin, Ouranos
Dror Etzion, Faculty of Management, McGill University
Fikret Berkes, Natural Resources Institute, University of Manitoba
Howard Ramos, Department of Sociology and Social Anthropology, Dalhousie University
Irena F. Creed, School of Environment & Sustainability, University of Saskatchewan
James M. Byrne, Department of Geography, University of Lethbridge
Jean Leclair, Faculté de Droit Université de Montréal
Jeremy Rayner, Graduate School of Public Policy, University of Saskatchewan
John Calvert, Faculty of Health Sciences, Simon Fraser University,



John Robinson, Munk School of Global Affairs and Public Policy, and School of the Environment, University of Toronto
José Etcheverry, Faculty of Environmental Studies, York University
Ken Oakes, Department of Biology, Cape Breton University
Lauchlan Fraser, Department of Natural Resource Sciences, Thompson Rivers University
Liat Margolis, John H. Daniels Faculty of Architecture, Landscape, and Design, University of Toronto
Mark C.J. Stoddart, Department of Sociology, Memorial University of Newfoundland.
Martin Mkandawire, School of Science and Technology, Cape Breton University
Matthew Hoffmann, Department of Political Science, University of Toronto
Maya Jegen, Département de science politique, Université du Québec à Montréal
Mishka Lysack, Faculty of Social Work, University of Calgary
Natalie Slawinski, Faculty of Business, Memorial University of Newfoundland
Nathalie Bleau, Ouranos
Normand Mousseau, Département de physique, Université de Montréal
Pamela Palmater, Department of Politics and Public Administration, Ryerson University
Patrick McCurdy, Department of Communication, University of Ottawa
Sally Aitken, Faculty of Forestry, University of British Columbia
Sarah Burch, Department of Geography and Environmental Management, University of Waterloo
Sarah Otto, Department of Zoology, University of British Columbia
Sébastien Jodoin, Faculty of Law, McGill University
Shauna Sylvester, Faculty of Arts and Social Sciences, Simon Fraser University
Stephen R. J. Sheppard, Collaborative for Advanced Landscape Planning, University of British Columbia
Suzanne Simard Faculty of Forestry, University of British Columbia
Val Napoleon, Faculty of Law, University of Victoria
Warren Mabee, School of Policy Studies, Queen's University
Yvonne Vizina, Faculty of Education, University of Winnipeg